CAHIER D'ACTEUR

Acid-Vitry

Ce cahier d'acteur est proposé aux personnes morales (collectivités, entreprises, associations…) dans le cadre de la concertation préalable sur le projet Thermo-sur-Seine, qui se déroule du 1er septembre au 1er novembre 2026, afin qu'elles partagent un avis argumenté* sur le projet au nom de leur structure.

**(5 pages maximum, tenant compte des textes en police 10 et des cartes, graphiques, photos souhaitées par l'acteur)*

NOM DE VOTRE STRUCTURE :ACID-VITRY

CONTACT :

contact@acid-vitry.org

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE :

L'association ACID-Vitry a été créée en avril 2026 à l'initiative d'un collectif citoyen local suite à l'annonce dans la presse du projet Thermo-sur-Seine. Acid-Vitry participe à la mobilisation citoyenne départementale contre ce projet.

Des alternatives qui répondraient aux besoins de la population parisienne, sans nuire à la santé, ni à l'habitabilité du territoire du Val de Marne sont possibles

SYNTHÈSE DE LA CONTRIBUTION

ACID était contre une concertation préalable organisée par les porteurs de projets car leur objectif est l'acceptation du projet. Le dossier est un dossier commercial, sous couvert d'être "grand public". C'est ce qu'on a dit depuis le début. Nous aurions préféré l'organisation d'un débat public sous l'égide de la CNDP. D'autant plus que le débat public s'adresse aux projets, plans ou programmes d'envergure nationale ou présentant des impacts socio-économiques et environnementaux majeurs. C'est bien le cas de Thermo-sur-Seine !
Les conditions n'étaient pas réunies pour un débat. Nous avons vécu la concertation dans une réalité parallèle à celle du porteur de projet.

Il y a eu un problème de confiance dès le début de la concertation. Nous avons pu constater que :

- La justification du projet repose sur des bases très fragiles et des problématiques de court terme.

C'est le cas par exemple concernant la disponibilité des CSR et le fait de pouvoir disposer d'une ressource « locale » et abondante (c'est très contestable). Il y a un discours douteux qui consiste à dire : bien sûr il faut réduire les déchets, mais il restera toujours des déchets à brûler, ce qui justifie le projet, sans mentionner au passage que cela risque de créer un énorme appel d'air à moyen terme pour faire venir des CSR de toute la France, voire de toute l'Europe, si la ressource « locale » vient à manquer... Ajoutons que cette politique pro incinération des déchets n'incite pas du tout à les réduire à la source, bien au contraire !

- La construction de l'argumentaire est conforme à une tradition ancienne pour la présentation des installations industrielles classées.

Le langage se veut "grand public" alors qu'il ne l'est pas. Le propos visant à faire accepter l'installation se veut vendeur, rassurant, avec le risque de comporter des allégations, notamment environnementales.

Les descriptions techniques, aussi complexes soient-elles, sont le reflet de travaux théoriques, il n'y a pas de comparaisons à des installations réelles. Les réponses technologiques s'appuient sur des postulats, des conventions, des simulations, des normes censées être protectrices, mais que l'on sait évolutives.

La personne du "grand public" au profil plutôt "ingénieur" ou "scientifique" trouve qu'il y a beaucoup d'informations manquantes, notamment des indicateurs concrets exprimés en tonnes plutôt qu'en pourcentage, des références à des mesures réelles. En réponse aux questions de ces personnes, le porteur de projet renvoie à plus tard, aux études d'impact, aux travaux des enquêtes publiques.

Le "grand public" citoyen·ne qui veut savoir quels sont les risques pour sa vie et celles de sa famille, trouve le discours lisse, et réalise que derrière des mots édulcorés comme « verdir, chaufferie, dernières techniques disponibles, sécurisé » se cache une réalité beaucoup plus sombre. Surtout dans la documentation, il manque des comparaisons au réel, notamment dans le temps long. Par exemple sur le thème des informations carbone ou émissions de polluants, des maladies, des accidents constatés sur les incinérateurs comme celui d'Ivry, du marché des matières premières. Ce sont des éléments de vérifiabilité manquants.

Il est intéressant de noter le contraste entre la documentation de la SEMOP et les cahiers d'acteurs des associations, qui confrontent le projet au réel, c'est-à-dire qui parlent de maladies liées à la pollution atmosphérique, du détail des coûts, des transports, de l'emploi, des réparations, des pollutions passées, actuelles, les anticipations du réchauffement climatique, la trajectoire des déchets entérinée par la loi.

Pour inscrire Thermo-sur-Seine dans la réalité, nous renvoyons donc aux cahiers d'acteurs des ONG qui, sur des sujets spécialisés, techniques, apportent des

analyses détaillées, sourcées (FNE IDF, ALIC, Jaime le Vert, C3R, ACID, Arqpentes, etc.)

Pour comprendre la réalité du projet, il faut aussi se référer aux contributions, aux questions et témoignages oraux qui expriment la colère face à l'impasse démocratique et sociale de Thermo-Sur-Seine. C'est un déni du réel que de nier le caractère argumentatif des personnes exprimant cette colère.

RETOUR AU RÉEL

Conséquence de la défiance, nous avons imposé un retour au réel. Nos deux atouts ont été :

Notre travail et celui des associations partenaires, qui se traduit par l'investissement de nombreux.ses bénévoles, aux compétences variées, et qui ont développé de l'expertise dans certains domaines. On peut parler d'une véritable expertise citoyenne.

La difficulté n'était pas d'analyser le dossier. Il est particulièrement vide. Bien que celui-ci donne l'impression d'être très fourni, il y a beaucoup de redites, très peu de chiffres, beaucoup d'esbrouffe (par exemple la chaufferie, ce n'est pas seulement une chaufferie, c'est aussi des systèmes de traitement de fumée… sans dire quels sont les schémas de procédés, les technologies employées).

Le résultat, ce sont des interventions sur les sujets techniques comme la trajectoire déchets, l'analyse des filières dont les CSR, la réalité de la décarbonation, l'archaïsme du réseau de chaleur, la mémoire du territoire, et bien sûr les questions autour de la santé environnementale et l'habitabilité du territoire.

b. La mobilisation. Elle a conduit à ce que la population, ses représentant·es politiques, de nouvelles associations se passionnent pour la lutte contre le projet. Au total, on approchera 5000 avis sur le site de concertation, dont 95% négatifs, des questions, des réunions où il y a eu 400, 500 personnes *(dans les salles se sont exprimées de la colère, de la peur, de l'incompréhension aussi…)*, des rassemblements avant et après, l'intérêt des médias et une fois de plus l'intérêt des politiques. Il y a eu beaucoup d'échanges sur les réseaux sociaux, les boucles d'échanges entre les communautés de sympathisant·es, comme celle des parents d'élèves, des échanges au niveau des syndicats de travailleur·es, de parents, d'enseignant·es, des communautés par ville, du tractage, du porte-à-porte. Des institutions locales en ont parlé, ont porté des motions.

Cette posture a permis la mise en place d'un rapport de force favorable

Il y a eu une seule concession :

Le droit à la parole : par exemple, au début l'objectif des porteurs de projet et des garant·es, ce qui nous a beaucoup étonné et déçu, c'était de nous rendre invisibles. A la première réunion à Vitry, nous avons dû imposer notre parole, car le public huait qu'il n'était pas possible d'intervenir. Ensuite, ça a toujours été un bras de fer mais nous étions présent·es à la tribune. Nous avons usé d'une tactique : le débordement. Quasiment à chaque événement, nous avons dû bousculer le cadre qui nous était imposé et remettre en question les « règles

du jeu » pour pouvoir nous exprimer et avancer des contre-arguments.

Mais globalement, la seule stratégie que les porteurs de projet ont pu mettre en place, c'est le mépris… qui s'est retourné contre eux. Les porteurs de projet n'ont accepté à aucun moment de rentrer dans le débat, le réel, ni même de répondre à nos questions.

Ils font mine de minimiser la colère, même quand elle s'exprime par écrit, tout en respectant "la charte", comme si son expression n'était pas légitime car elle serait non argumentée. Mépris de classe! Notre camarade Jeanne Guien a souligné lors d'une réunion l'absurdité de leur posture consistant à constamment répéter qu'ils allaient répondre à nos questions, alors que nous étions toujours en attente de la réponse à celles déjà posées. Cela a été littéralement pendant toute la concertation un dialogue de sourd.

La contradiction de recruter des "indépendant·es" acquis à leur cause. Les porteurs de projet ont été mis en difficulté par l'intervention des expert·es indépendant·es, comme celles et ceux de l'ORDIF, du SHIFT PROJECT ou du professeur de la Fondation du souffle. Nous avons aussi été aidés par l'intervention des scientifiques de l'INSERM ou sollicité·es par la mairie de Vitry.

Ces expert·es ne peuvent pas s'absoudre du réel, sous le feu des questions précises et préparées venues du public, dont les auteurs et autrices des cahiers d'acteurs ont confirmé certains éléments qui contredisent le discours lisse des porteurs de projet, notamment sur l'innocuité des émissions, sur la décarbonation, sur la trajectoire déchets et la viabilité de la filière CSR.

Les porteurs de projet, à court d'argumentation, ont dit des choses qui peuvent se retourner contre eux. Par exemple,- dire que la ZAC des Ardoines est un quartier pas très agréable et que personne n'a envie de s'y rendre (alors que des gens y habitent)

A l'issue de la concertation, nous sommes renforcés.

- Nous avons des arguments supplémentaires
- Nous avons acquis à notre cause certains élus de la majorité de Paris ,
- Nous avons attiré l'attention des scientifiques et des médias sur l'impossibilité de continuer à considérer les déchets comme une énergie bas carbone.
- Nous avons placé le débat dans un contexte national
- Nous avons gagné de très nombreux militants, des experts citoyens.

Ils et elles sont investis pour les prochaines étapes. Les cahiers d'acteurs, l'analyse des contributions et des questions sont une mine d'informations pour la suite.

Nous avons également renforcé nos liens, nous sommes soudé·es autour d'une même perspective : prendre soin du territoire, de ceux et de celles qui y vivent.

La colère des riverain·es, qui se trouvent insulté·es, ne peut être balayée d'un revers de main, nous pensons que les porteurs de projet font mine de l'ignorer, mais c'est ce qui les déstabilise le plus.

Point d’alerte : l’opacité du dossier demeure. La Loi sur la simplification économique, la violence d’un état favorable aux lobbies et peu soucieux de la contestation démocratique.